

NYON

Faut-il décrocher Luna?

La lecture des journaux de notre région ne laisse planer aucun doute, Nyon accueillera le festival St.Prex Classics, renommé Luna Classics, en associant le nom de son toit en forme de lune remplie d'hélium qui l'accompagne. Si l'on peut se réjouir de voir la possibilité d'installation d'un festival prestigieux en nos murs, force est de constater que ce déménagement soulève un certain nombre de remarques.

La première a trait aux finances de Nyon et au dépôt récent de sa Municipalité d'une demande d'augmentation d'impôts relative au financement d'infrastructures scolaires et sportives évaluées à 70 millions de francs. L'empressement évident de décrocher Luna en puisant dans les deniers publics (évalués à un million de francs partagés entre la ville de Nyon et la Région pour 5 ans) contraste avec des finances jugées insuffisantes pour subvenir aux besoins pourtant prévisibles en infrastructure d'une ville et d'une région en pleine croissance. Nyon ferait-elle la cigale à l'image de la fameuse fable de La Fontaine? On peut le supposer. En effet, l'arrivée massive d'entreprises et d'habitants sur son territoire génère deux effets notables pour ses finances. Dans un premier temps, les impôts additionnels récoltés viennent grossir les revenus communaux et contribuent à donner une image (trop) favorable des comptes de la ville qui bouclent sur des excédents. Dans un deuxième temps, cet accroissement de population et d'entreprises impose la mise en place de nouvelles infrastructures (routes, écoles, crèches, etc...) générant des coûts importants. A moins de faire preuve d'un contrôle serré de finances en anticipant ces dépenses d'infrastructures, difficile de ne pas succomber aux chants des sirènes (provenant de Luna Classics ou d'autres projets) et de financer dans l'intervalle des occasions qui se présentent. L'augmentation d'impôts devient alors in fine l'ultime recours, non pas pour financer les infrastructures nécessaires mais bel et bien pour compenser les dépenses faites dans l'intervalle.

La deuxième remarque a trait plus sur la forme de ce projet. Si la certitude affichée des différents communiqués et articles de presse qui en découlent pourrait, sans nul doute, agacer plus d'un conseiller communal à qui il est demandé d'accéder à cette demande de financement, c'est plutôt l'urgence et le secret l'ac-



DESCENDANCE ASSURÉE Le lon
de cris d'émerveillement que d'a
Les six petits ont tout juste une s

compagnant qui trahit un manque de concertation au niveau régional. Les défis liés à la croissance incontrôlée de notre région ne peuvent trouver une réponse adéquate qu'en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs régionaux. Prendre le risque de les braquer alors que ces défis demandent une réponse urgente en vaut-il vraiment la peine?

Pour ces raisons, le groupe vert/libéral du conseil communal de Nyon s'abstiendra lors du vote sur l'attribution à la Municipalité des moyens visant à accueillir le Luna Classics Festival.

Laurent Miéville

**Chef du groupe vert/libéral du
Conseil communal de Nyon**

SALAIRE MINIMUM

Ce n'est jamais le bon moment!

Depuis bien des années, le mytique partenariat social qui a fait le succès de la Suisse n'est plus ce qu'il était. En effet, la formidable croissance de notre pays a laissé sur le bord de la route un certain nombre de salariées et de salariés qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois et n'ont pour seule solution que de recourir aux aides sociales de l'Etat. Celui-là même que les opposants de l'initiative cherchent à dégraisser en luttant sans relâche pour diminuer les budgets de l'aide sociale. Mais au final, c'est le contribuable qui soutient indirectement les employeurs, qui pallie la déréglementation, le libéralisme du monde du travail.

Disserter sans fin sur le montant minimum, sur les modalités, sur le bon moment, occulte le vrai débat que «tout travail mérite un salaire... décent!». Car il s'agit de ne pas oublier qu'au-delà de ces considérations, il y a des femmes et des hommes mais aussi des familles dans la précarité; cela n'est plus acceptable aujourd'hui dans notre pays.